

PARCE QUE NOUS VOULONS CONTINUER À DÉFENDRE L'HÔPITAL PUBLIC, SUD SANTÉ SOCIAUX CLAQUE LA PORTE DU SÉGUR !

LES BELLES PROMESSES DU PRÉSIDENT FACE A LA CRISE COVID

Les déclarations présidentielles pendant la crise COVID étaient sans ambiguïté.

Le Président Macron a défendu tour à tour "l'Etat Providence" et les services publics comme des "biens précieux", "la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession" "un plan massif d'investissement et de revalorisation des carrières pour l'hôpital". Il a reconnu "une erreur dans la stratégie annoncée", erreur qu'il qualifie comme très "cruelle" pour "lui-même".

C'est pourquoi la Fédération SUD Santé Sociaux s'est impliquée dans le Ségur de la santé. Malheureusement, dès la réunion plénière introductive du 26/05/2020, la position ministérielle n'était plus en phase avec les engagements présidentiels.

LA TRAHISON DES ENGAGEMENTS PRÉSIDENTIELS !

Il ne s'agissait plus pour le gouvernement que de se satisfaire de la politique menée avant et pendant la crise COVID... et de l'accélérer, avec, peut-être, quelques mesurette tirées du Ségur pour donner l'apparence d'une concertation réussie.

Face à ce changement de paradigme, la Fédération SUD Santé Sociaux a donc posé un préalable à toute négociation supplémentaire, préalable issu des revendications unitaires portées pendant les mois de mobilisation hospitalière :

- L'obtention immédiate de 300 euros de salaire net par mois pour tou.te.s les hospitalier.e.s
- La mise en stage de tou.te.s les contractuel.le.s présent.e.s dans nos établissements
- Un moratoire sur les fermetures de lits et la réouverture de moyens là où c'est nécessaire.

Comme nous le craignons, à la place de négociations et de l'urgence à répondre aux attentes des hospitalier.e.s, on nous a présenté un concept de réunion "brainstorming" national, en nous mettant face à une page blanche ignorant toutes les mobilisations hospitalières de 2019 et 2020...

Dans ce Ségur, Nicole Notat est animatrice sans moyens ni marge de négociation :

- Pas de propositions
- Aucune enveloppe destinée aux augmentations de salaires
- Disparition de la gratuité du soin
- Rien sur l'objectif d'extraire la Santé des "lois du marché"

Bref, au-delà d'un désaveu du président, une véritable insulte aux hospitalier.e.s et à la population.

Dans ces conditions, le Ségur fait partie intégrante du problème, et pas de la solution. Y rester, ce serait cautionner le stratagème du gouvernement et trahir les hospitalier.e.s en lutte depuis plus d'un an, et ne pas tenir compte de l'urgence de leur situation.

LA SOLUTION, C'EST LA MOBILISATION !

La fédération SUD Santé Sociaux quitte l'impasse du Ségur pour continuer à construire le rapport de force qui permettra de renverser la vapeur, obligeant le gouvernement à se mettre autour de la table, sans intermédiaire et à ouvrir de véritables négociations

Elle appelle les collectifs professionnels et citoyens, mais aussi les syndicats de lutte à en faire de même

Donnons-nous rendez-vous le 16 juin 2020. Notre nombre est notre force !

Paris, le 2 juin 2020

Contact presse : federation@sudsantesociaux.org